




2010

## Mémoires épistémiques et pouvoir d'experts dans une postcolonie africaine: Le cas de l'usage des savoirs africanistes par l'ORSTOM en Côte d'Ivoire

Abou B. Bamba  
*Gettysburg College*

Follow this and additional works at: <https://cupola.gettysburg.edu/histfac>

 Part of the [African History Commons](#), and the [Race, Ethnicity and Post-Colonial Studies Commons](#)

**Share feedback about the accessibility of this item.**

---

Bamba, Abou B. "Mémoires épistémiques et pouvoir d'experts dans une postcolonie africaine: Le cas de l'usage des savoirs africanistes par l'ORSTOM en Côte d'Ivoire." *Revue Canadienne d'Etudes Africaines/Canadian Journal of African Studies* 44, 1 (2010):1-34.  
<http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/00083968.2010.9707558>

This is the author's version of the work. This publication appears in Gettysburg College's institutional repository by permission of the copyright owner for personal use, not for redistribution. Cupola permanent link: <https://cupola.gettysburg.edu/histfac/17>

This open access article is brought to you by The Cupola: Scholarship at Gettysburg College. It has been accepted for inclusion by an authorized administrator of The Cupola. For more information, please contact [cupola@gettysburg.edu](mailto:cupola@gettysburg.edu).

---

# Mémoires épistémiques et pouvoir d'experts dans une postcolonie africaine: Le cas de l'usage des savoirs africanistes par l'ORSTOM en Côte d'Ivoire

## **Abstract**

Partant du constat que l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM) s'est imposé par son travail de recherche appliquée comme le concepteur primordial de la planification du développement en Côte d'Ivoire à la fin des années soixante, cet article montre que la mobilisation du souvenir des discours institués en science (ou mémoires épistémiques) par les chercheurs de l'ORSTOM y a joué pour beaucoup. En se réappropriant les savoirs africanistes laissés par leurs prédécesseurs que leur accès privilégié à la "bibliothèque coloniale" a rendu possible, les orstomiens en poste dans la postcolonie ivoirienne ont réussi à supplanter non seulement les chercheurs étrangers (américains surtout), mais aussi les experts français des bureaux d'études et cabinets privés. Le succès de ses chercheurs a rendu nécessaire l'institutionnalisation des sciences humaines de l'ORSTOM en Côte d'Ivoire.

## **Keywords**

mémoires épistémiques, ORSTOM, archives, savoirs africanistes, Côte d'Ivoire, science sociale appliquée

## **Disciplines**

African History | History | Race, Ethnicity and Post-Colonial Studies

# Mémoires épistémiques et pouvoir d'experts dans une postcolonie africaine : Le cas de l'usage des savoirs africanistes par l'ORSTOM en Côte d'Ivoire

## Résumé

Partant du constat que l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM) s'est imposé par son travail de recherche appliquée comme le concepteur primordial de la planification du développement en Côte d'Ivoire à la fin des années soixante, cet article montre que la mobilisation du souvenir des discours institués en science (ou *mémoires épistémiques*) par les chercheurs de l'ORSTOM y a joué pour beaucoup. En se réappropriant les savoirs africanistes laissés par leurs prédécesseurs que leur accès privilégié à la "bibliothèque coloniale" a rendu possible, les orstomiens en poste dans la postcolonie ivoirienne ont réussi à supplanter non seulement les chercheurs étrangers (américains surtout), mais aussi les experts français des bureaux d'études et cabinets privés. Le succès de ses chercheurs a rendu nécessaire l'institutionnalisation des sciences humaines de l'ORSTOM en Côte d'Ivoire.

**Mots-clés** : mémoires épistémiques, ORSTOM, archives, savoirs africanistes, Côte d'Ivoire, science sociale appliquée.

## AUTHOR

**Abou B. Bamba** teaches history at Hobart and William Smith Colleges. His research focuses on the transnational history of modernization in the Ivory Coast as well as the historical geography of development in Francophone Africa. His work has appeared in academic journals in Africa, Europe, and North America.

***Mémoires épistémiques et pouvoir d'experts dans une postcolonie africaine :  
Le cas de l'usage des savoirs africanistes par l'ORSTOM en Côte d'Ivoire***

Il y eut, dans la décennie qui suivit les indépendances, une grande perplexité chez les "africanistes" français de toutes disciplines. Ils se dirent qu'il y avait trop de paternalisme inconscient dans l'ardeur des chercheurs en sciences humaines à expliquer aux Africains qui ils étaient. Était-il convenable de continuer à travailler comme autrefois chez des peuples devenus maîtres de leur destin ? La réponse, informulée, fut non.

De la Guérivière (2001 : 243)

Mais je ne pense pas que l'on puisse s'exclure d'un champ épistémologique : c'est qu'il est un ordre contraignant.

Mudimbé (1984 : 23)

***INTRODUCTION***

En novembre 1966, le ministre ivoirien chargé du plan fit appel à l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM) afin qu'un protocole général d'accord soit établi entre son Département et la section "Economie et Démographie" de l'organisme de recherches français.<sup>1</sup> Dans sa lettre au directeur de l'ORSTOM, le ministre ivoirien souligna la nécessité d'une "étroite collaboration" entre les deux parties, et ce dans le cadre des travaux de planification qui devra "aboutir à la régionalisation du Plan 1970-1975."<sup>2</sup> Ayant fait ses preuves lors des études dites régionales (qui furent menées dès 1962 afin de faire l'inventaire des ressources et des possibilités de développement des différentes régions de la Côte d'Ivoire), la Section des Sciences Humaines de l'ORSTOM, tout en institutionnalisant lesdites sciences, émergea, au milieu des années soixante, comme le laboratoire *par excellence* de la modernisation de la Côte

d'Ivoire postcoloniale; seule officine capable de diligenter les aspects théoriques, méthodologiques et techniques du développement de ce pays dont les performances économiques ne cessaient d'étonner.

La performance de l'ORSTOM-Côte d'Ivoire est intrigante à plus d'un égard. Contrastant avec d'autres pays de la sous-région, ce sont des cabinets privés ou mixtes tels que la Société d'Etudes pour le Développement Economique et Social (SEDES), la Compagnie d'Etudes Industrielles et d'Aménagement de Territoire (CINAM), ou la Société d'Etudes et de Réalisations Economiques et Sociales (SERESA) qui ont mené ce type d'expertise.<sup>3</sup> Face à une telle singularité ivoirienne, il est tentant d'avancer les relations privilégiées entre la Côte d'Ivoire et la France comme facteur explicatif. Quoiqu'important les relations franco-ivoiriennes n'expliquent que partiellement le succès de l'ORSTOM puisque les relations franco-sénégalaises n'étaient pas moins privilégiées (Bourgi 1979). Si l'on devait évoquer l'argument de la "Françafrique" (Verschave 2003), c'est peut-être pour comprendre le handicap partiel des Américains sur le marché de l'expertise dans la postcolonie ivoirienne.<sup>4</sup> En fait, un regard cursif sur ce marché ivoirien dans les années soixante révèle une floraison de bureaux d'études privés et d'officines de recherche rattachées au Centre National de Recherches Scientifiques (CNRS) ou aux universités françaises. Face à ces rivaux dont l'expertise était autant de taille, l'ORSTOM se distingua par sa position et son action stratégiques dans la géopolitique du savoir développementaliste en Côte d'Ivoire.

Alors que les historiens et économistes (Amin 1967; O'Connor 1972: 409-426; Den Tuinder/World Bank 1978; Fauré & Médard 1982; Hecht 1983: 25-53; Ridler 1985: 407-417; Contamin & Memel-Fotê 1997) se sont attelés à comprendre le "miracle

économique ivoirien” des deux premières décennies de l’après indépendance, très peu ont élaboré sur le rôle de la géopolitique du savoir dans la réalisation de cette croissance extraordinaire. Pourtant nous savons que les enjeux du savoir sont aussi des enjeux de pouvoir : pouvoir certes sur l’environnement immédiat, mais pouvoir aussi sur les hommes afin de les enrôler pour la transformation de la société. C’est dire que derrière le désir scientifique de savoir, si cher à l’ORSTOM, se cachait aussi une volonté de pouvoir (De Suremain 2001 ; Bonneuil 1991). Pour comprendre ce désir plutôt moderniste, il est peut-être judicieux de revisiter la nature même des politiques du savoir que l’Office a mobilisé pour accroître son aura auprès du Ministère du Plan. Dans cette même veine, on pourrait s’attarder sur les raisons “objectives” qui ont amenées les autorités ivoiriennes à porter leur choix sur les chercheurs en sciences sociales de l’Office dans les années soixante alors même que les experts américains frappaient à la porte de leur pays.<sup>5</sup> Enfin, une fois autorisés à jouer sur la scène de la planification du développement ivoirien, comment les orstomiens ont-ils exercé leur pouvoir symbolique ?

Pour répondre à ces questions, ce travail s’organise autour d’un certain nombre d’idées en creux desquelles se trouve la notion du passage de la “bibliothèque coloniale” à l’archive impériale et postcoloniale, lieu primordial où se joue le pouvoir.<sup>6</sup> Et je m’entends : avec le temps la “bibliothèque coloniale,” qui jadis rassemblait les monographies, les méthodes de recherches en milieu tropical, les films ethnographiques, les rapports de missions, et autres ouvrages fondamentaux, se transforme en un complexe mémoriel que j’appelle *mémoires épistémiques*.<sup>7</sup> Si, comme le suggère Pierre Nora, la mémoire est une volonté qui “installe le souvenir dans le sacré” (Nora 1984 : xix), alors l’on peut légitimement penser que celle-ci surgit comme un complexe qui se laisse

appréhender à travers plusieurs modalités dont les plus importantes sont la *mémoire fossilisée* (ou mémoire incorporée)—c'est-à-dire, cette mémoire dont la mobilisation est presque de l'ordre de l'instinct ou de l'habitus; et la *mémoire référencée* ou mémoire sémiophorique qui est une mémoire dont le déploiement dans une situation de communication requiert un effort à la fois physique et intellectuel d'évocation de sources ou de références.

Dans cet article, il s'agira pour moi de faire ressortir comment les mémoires épistémiques ont fondé l'autorité des chercheurs de l'ORSTOM, devenus, après l'indépendance de la Côte d'Ivoire, les experts du développement de cette postcolonie africaine. Pour ce faire, je pars de l'hypothèse qu'à l'image du panoptisme, les instituts, les laboratoires et les missions scientifiques en milieu tropical ont joué le rôle de dispositifs, voire de technologies qui non seulement observaient mais aussi organisaient la vie des êtres et des choses dans leurs altérités exotiques. De là, j'en viens à l'idée qu'en donnant un espace de visibilité/lisibilité, certes ethnocentrique, à l'outre-mer, mais, surtout en essayant de le connaître au sens cartésien du terme, les bibliothèques, laboratoires et autres missions sociologiques ou anthropologiques (entreprises par les chercheurs français) se sont révélées être, pour ainsi dire, de véritables technologies *de* pouvoir qui ont été très vite mobilisées successivement par les états colonial et postcolonial comme technologies *du* pouvoir. C'est cette conception dynamique du savoir qui invite à re-analyser les rémanences d'une certaine science tropicale et africaniste telle que constituée à l'Institut Français d'Afrique Noire (IFAN) comme un lieu singulier de mémoire qui a structuré la problématisation du développement et les pratiques d'expertise de l'ORSTOM en Côte d'Ivoire.

***LA CONSTITUTION DE LIEUX SINGULIERS DE MÉMOIRE:  
L'Africanisme, les fonds scientifiques de l'IFAN et le savoir orstomien***

Dans sa présentation du premier volume de *Lieux de mémoire*, Nora nous rappelle avec justesse que les lieux de mémoire “ne sont pas ce dont on se souvient, mais là où la mémoire travaille ; non la tradition elle-même, mais son laboratoire” (Nora 1984, x). Autrement dit, tels des studios d'enregistrement, les lieux de mémoire sont des dispositifs qui synchronisent les rapports de l'individu avec les patrimoines de sa collectivité. C'est pourquoi ils sont parfois posés comme des “lieux démonstratifs de l'identité” (Nora 1986, 13). En effet, ils guident, balisent, voire ordonnancent la conduite des sujets non seulement dans la cité “moderne” et les bourgs “primitifs” des illettrés mais aussi dans la sacrosainte “république” des savants.

La science tropicale, et plus singulièrement les recherches africanistes, s'inscrivent parfaitement dans cette logique d'ordonnancement et de discipline. Car en tant que laboratoire de savoir, donc espace discursif, la science africaniste (même sous sa forme de discours d'amateurs) a servi de cadre pour l'enculturation d'un certain nombre de personnes qui avaient un intérêt pour l'outre-mer africain (Sibeud 2002 ; De Suremain 2001). En érigeant l'Afrique comme l' “autre absolu” de l'Europe, les premiers discours africanistes (rapports de missions d'étude, récits de voyages, fictions, cartes d'explorateurs, gravures, photographies, cartes postales ...) se sont constitués en fonds documentaires dans lesquels viendront se (re)sourcer les africanismes institutionnalisés de l'Occident, y compris les études africanistes françaises (Mbembe 2000; Mudimbé 1988; Mudimbé 1994 ; Ruscio 1995).

Partant de là, l'ordre du discours africaniste apparaît d'emblée comme un lieu de mémoire à double ressort : *primo*, il sert de cadre de démonstration ethnocentrique alors



même qu'il *construit* la France en exhibant ce qu'elle est supposée ne pas être. Vu sous cet angle, et contrairement à Nora pour qui l'optique purement métropolitaine empêche de réaliser que certains des laboratoires où la mémoire française travaille se sont structurés hors de l'Hexagone, il apparaît que l'outre-mer et son épistémologie sont des lieux singuliers de mémoire dont les discours façonnent l'identité de la France. *Secundo*, son fonds documentaire alimente les mémoires épistémiques des africanistes, et par cet événement même augmente leur pouvoir d'action sur cet objet appelé "Afrique." Dans le cas de la colonisation britannique en Inde, on sait, à la suite de Bernard Cohn (1996) et de Matthew Edney (1997), que la conquête du sous-continent de l'Asie du sud était avant tout une conquête épistémique. Dans une optique similaire, Emmanuelle Sibeud (2002) a démontré avec finesse qu'en "s'affirmant comme une science autonome appliquant une pluridisciplinarité adaptée à l'exception africaine et en redéfinissant dans la dépendance une Afrique 'authentique', l'africanisme [français] ajout[a] à l'aliénation politique et économique une aliénation intellectuelle plus difficile encore à contester." C'est pourquoi l'historienne peut conclure que l'africanisme est "bien une science impériale" (Sibeud 2002 : 273).<sup>8</sup>

Nombreux sont les historiens des sciences qui s'accordent à dire que le "tournant impériale" dans les sciences en France a été amorcé dans les années 1910 pour finalement s'affirmer dans l'entre-deux-guerres (Sibeud 2002 ; Bonneuil 1991 ; de Suremain 2001). On pourrait soutenir que la fondation du Comité d'études historiques et scientifiques de l'Afrique occidentale française (CEHS) en 1915 a constitué un premier moment dans l'agencement de l'un de ces dispositifs de savoir/pouvoir français en Afrique subsaharienne ; un dispositif dont le champ d'action militait en faveur de la "mise en valeur" du milieu colonial. La thèse d'un rapport étroit entre les recherches scientifiques et le pouvoir politique pourrait trouver sa confirmation dans une circulaire de l'administration

coloniale qui déclarait à la création du CEHS que “Bien connaître l’histoire, l’ethnographie, la géographie physique et l’histoire naturelle d’un pays est essentiellement utile à la bonne organisation et à la bonne administration de ce pays.” C’est pourquoi le Gouverneur insistait d’ailleurs qu’indépendamment de leur intérêt épistémique, les études en milieu tropical “doivent être fécondes en heureux résultats pratiques.”<sup>9</sup> Certes, la conjoncture “particulièrement contraignante” de l’époque sapa la volonté affichée du Comité, mais elle n’arrêta pas pour autant l’élan impérial du discours africaniste (Sibeud 2002 : 252-58).

L’Institut Français d’Afrique Noire (IFAN) qui succéda au CEHS en 1939 hérita de ce discours et de son ordre. Pour exécuter sa tâche, ce nouvel organisme se dota dès sa création d’un réseau efficace de publications dont le but était de relayer les savoirs de ses chercheurs.<sup>10</sup> L’IFAN chercha aussi à s’affranchir des pesanteurs politiques de l’administration. Mais la recherche et la documentation scientifique de l’IFAN, en tant qu’ordre discursif, ont été mobilisées par les techniciens de l’Administration coloniale dans leurs projets de “mise en valeur” ou de “modernisation” des territoires sous son contrôle. En outre, vu que l’IFAN était un service local de l’AOF, donc un organisme étatique, les administrateurs n’hésitaient pas à faire directement appel à l’expertise de ses chercheurs. Ainsi en 1952, le Quai d’Orsay fit-il convoquer le Professeur Paul Mercier de l’IFAN depuis Dakar afin que celui-ci participât à une conférence sur les Etudes Africaines aux Etats-Unis.<sup>11</sup> De même, le service de la statistique du territoire de Côte d’Ivoire fit appel à l’IFAN pour mener à bien son étude sur les “mouvements de marchandises à Bouaké” en 1957-59 (Lê Châu 1966). Plus pertinent encore pour la pratique d’expertise est le fonds de connaissances archivées par l’IFAN et qui deviendra

plus tard le lieu de mémoire de nombreux chercheurs français y compris ceux de l'ORSTOM.<sup>12</sup>

Créé seulement quelques années après l'IFAN, l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer avait pour mission officielle l'orientation, la coordination et le contrôle des recherches scientifiques dans les colonies. Comme le rapporte le témoignage de Michel Gleizes, une telle similitude de mission donna lieu à des antagonismes, surtout en AOF où l'institut dirigé par Théodore Monod était durablement implanté (Gleizes 1985 : 33-38). Toutefois, à cause de la séniorité et de la densité même du réseau IFAN, l'ORSTOM dû détacher nombre de ces chercheurs auprès de l'institut.<sup>13</sup> Les nombreuses collaborations qui en ont résulté créèrent les conditions de possibilité d'une mémoire incorporée. C'est dire, pour reprendre une formulation magistrale de Nora, que les séjours des orstomiens à l'IFAN rendirent possible la constitution d'une mémoire "réfugiée dans le geste et l'habitude, dans les métiers où se transmettent les savoirs du silence, dans les savoirs du corps, les mémoires d'imprégnation et les savoirs réflexes" (Nora 1984 : xxv). Et quand, à la faveur des indépendances africaines, l'IFAN fut africanisé, son patrimoine épistémique échut partiellement à l'ORSTOM ; ce qui, du coup, fit de ce patrimoine, une mémoire référençable en puissance.

Il va de soi qu'avec ce procès s'introduisait, subrepticement mais sûrement, une relation paradigmatique entre la bibliothèque, prise comme sanctuaire où sont déposées les œuvres culturelles reconnues et garanties par les institutions du savoir, et l'archive, vue comme la banque des "choses dites" (qu'elles soient orales, picturales ou écrites), et donc comme l'un de ces lieux où travaille la mémoire. Mais un lieu bien singulier car en

tant qu'elle est "ce lieu particulier, ce lieu d'élection où la loi et la singularité se croisent dans le *privilège*" (Derrida 1995 : 13), l'archive apparaissait comme cette instance qui non seulement devait abriter les documents scientifiques de l'ex-IFAN mais aussi accorder aux chercheurs de l'ORSTOM—héritiers des savoirs ifaniens—le droit, voire la compétence, de les interpréter. Autant dire à la suite de Derrida qu'à la "dimension archontique de domiciliation" se superposait sur le legs discursif de l'IFAN "une fonction archique, en vérité patriarcale, sans laquelle aucune archive ne se mettrait en scène et n'apparaîtrait comme telle" (Derrida 1995 : 14).

Dans une certaine mesure, on peut étendre la scène où se jouait l'actualisation de cette compétence herméneutique à l'ensemble des savoirs africanistes français et étrangers. Pour l'appréhender il est nécessaire d'offrir une lecture conjointe des correspondances intertextuelles inhérentes aux savoirs orstomiens avec les politiques du savoir orchestrées par l'Institution elle-même. Ainsi bien que l'intertextualité chez les chercheurs de l'ORSTOM soit difficile à dévoiler (cf. Cotten 1967 : 57), l'on pourrait voir d'emblée dans la pratique des essais bibliographiques si fréquente dans la Section des Sciences Humaines de l'Office une *praxis* essentiellement intertextuelle (cf. Schwartz 1964; Avena 1969. Voir aussi, Chauveau 1971; ORSTOM /Sciences humaines 1973). A ces essais, on pourrait ajouter aussi les citations données en notes infrapaginales dans les revues et autres textes publiés par les orstomiens. Si ces stratégies intertextuelles transcrivent la figure d'un palimpseste archéologique, c'est surtout pour inscrire le passé dans le présent, et ce, dans l'optique de faire fond sur la mystique enchanteresse d'un savoir référencé et donc cautionné.

Sur le plan du dialogisme *stricto sensu*, contrairement aux démonstrations de Roland Waast et ses collègues pour qui les chercheurs en sciences humaines de l'Office étaient exclus du processus de socialisation académique à cause de leur longue

expatriation (Ragouet, Shinn, & Waast 1996 : 308), un examen—même cursif—de la pratique des comptes rendus de lecture dans les Bulletins de liaison de l’organisme de recherche montre que les orstomiens avaient des moyens pour pallier les effets pervers de leurs longs séjours hors de l’Hexagone. Ainsi en s’adonnant à des lectures très fines respectivement de *Stratégie du développement* de Albert O. Hirschman et *Life in a Mexican Village* de Oscar Lewis dans le *Bulletin de liaison des Sciences Humaines*, Bruno Le Cour Grandmaison et Marc Augé n’exécutent pas seulement un exercice académique, mais ils rétablissent aussi un dialogue synchronisateur avec leurs pairs demeurés loin des tropiques (cf. *Bulletin de liaison des Sciences Humaines* 1966).<sup>14</sup>

Une analyse contrastive des contenus des textes de l’ORSTOM sur la Côte d’Ivoire avec le discours africaniste français de l’époque confirme une telle thèse ; ce d’autant plus que la majorité des chercheurs ORSTOM en terre ivoirienne étaient des doctorants travaillant sous la direction d’africanistes du CNRS tels que Georges Balandier, Gilles Sautter ou Jean-Claude Perrin. Un exemple éloquent à ce sujet est le condensé de la thèse d’Alfred Schwartz publiée dans le numéro 52 de *Mémoire ORSTOM* (cf. Schwartz 1971). Comme on peut l’imaginer, la méthode que l’orstomien utilise pour son étude des sociétés *We* de la Côte d’Ivoire se réfère explicitement au modèle balandiérien qu’un autre disciple a qualifié de “perspectives dynamistes” (Schwartz 1971 : 16 ; Dozon 2003 : 24). C’est dire que les expatriés de l’ORSTOM partageaient nombre de crédos africanistes. Certes les orstomiens étaient des hommes de terrain avec une prédilection pour les études dites “intimistes” (Haeringer 1984 : 28), mais une telle option n’excluait pas le maintien d’un dialogue scientifique et culturel avec l’Hexagone.<sup>15</sup>

En somme, on peut dire que le savoir de l’ORSTOM est apparu au fil des ans comme le résultat d’une pratique mémorielle assidue. Héritier des archives

anthropologiques d'une France républicaine mais impériale (Mouralis 1999), l'Office allait en outre constituer à partir des années soixante, "un fonds de référence en collectant l'ensemble de la production scientifique de ses personnels." Pour le Service de documentation de l'institution, ce fonds devait "constitue[r] la mémoire scientifique" de l'ORSTOM.<sup>16</sup> Mais dans un monde postcolonial où les pays anciennement colonisés venaient de s'émanciper et cherchaient à jouir de cette émancipation en diversifiant leurs partenaires internationaux, quelle fut l'utilité d'une telle mémoire ? Plus précisément, dans un pays comme la Côte d'Ivoire où les tentatives d'implantation américaine n'avaient cessé de s'affirmer depuis 1951, quels atouts les mémoires épistémiques ont-elles pu donner aux chercheurs français sur le marché de l'expertise en postcolonie ?

***MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ET MARCHÉ DES EXPERTS EN POSTCOLONIE:  
Le désir ivoirien de modernisation à l'aune de la rivalité franco-américaine***

Si les années cinquante et soixante ont été les décennies des indépendances dans le Tiers monde, elles correspondent aussi au surgissement du développement sur la scène internationale comme la nouvelle vulgate pour assouvir les espoirs de ceux que Frantz Fanon a appelé les "damnés de la terre" (Escobar 1995). Dans une perspective moins européocentriste, Frederick Cooper (1996) a montré comment les élites politiques et syndicales africaines ont réapproprié cette donne pour réclamer ou accélérer le processus même de la décolonisation. En cela, les élites nationalistes introduisaient un rapport consubstantiel entre la modernisation et l'indépendance. Mais étant donné que les mondes coloniaux furent généralement des espaces où l'éducation des élites locales européanisées était limitée surtout à la formation de simples auxiliaires subalternes de l'administration (Diouf 1993 : 40), ce rapport s'avéra être, après la proclamation de l'indépendance, tout simplement une vue de l'esprit. D'autant plus que la plupart des

fonctionnaires français—y compris ceux chargés des programmes de modernisation—furent rappelés en métropole. La discontinuité des mémoires institutionnelles qui s'en suivit obligea donc les états nouvellement indépendants à faire appel aux coopérants expatriés qui, du Sénégal au Benin, du Togo au Gabon, devaient impulser la modernisation des postcolonies du Tiers monde francophone (Bourgi 1979 ; Weinstein 1967).

En Côte d'Ivoire, ce procès fut rendu encore plus difficile à cause d'une conjoncture sociopolitique singulière. En effet, arguant vouloir se prémunir contre conséquences perverses d'une "africanisation au rabais," les autorités ivoiriennes avaient refusé de recruter les jeunes cadres du pays.<sup>17</sup> Plus pertinemment, la méfiance malade du président ivoirien à l'égard des intellectuels ivoiriens l'avait conduit à neutraliser ceux-ci à travers la cooptation ou l'organisation de faux complots (Diarra 1997 ; Zolberg 1964). De fait, en dépit du fait que le Centre d'Enseignement Supérieur d'Abidjan eût été érigé en université en 1963, un paysage scientifique national peinait à prendre forme. La poignée d'universitaires ivoiriens qui aurait pu construire un discours scientifique en science sociale du développement s'étant réfugiée dans les recherches fondamentales ou ralliée au régime,<sup>18</sup> le président se tourna alors vers l'étranger pour recruter les experts qui eurent la tâche de façonner les plans de développement ivoiriens.

Déjà le 19 août 1960, seulement douze jours après la proclamation de l'indépendance formelle de son pays, Félix Houphouët-Boigny—Président de la toute jeune République de Côte d'Ivoire—avait écrit une lettre à l'ambassadeur des Etats-Unis (USA). Le jour suivant, une traduction de la correspondance fut télégraphiée au Département d'Etat à Washington. En dépit d'une traduction plutôt laconique de la lettre

d'Houphouët-Boigny, les diplomates américains en poste à Abidjan soulignèrent la principale requête du chef d'Etat ivoirien: l'aide américaine au développement de la Côte d'Ivoire. Deux jours plus tard, l'ambassade des USA à Abidjan câbla encore un autre message à Washington; cette fois-ci pour faire appel au Département d'Etat afin qu'une équipe d'enquêteurs de l'Agence de Coopération Internationale (ICA) fût envoyée en Côte d'Ivoire avant le 15 septembre 1960.<sup>19</sup>

Une mission américaine arriva effectivement à Abidjan à la mi-septembre 1960. Et un télégramme de quatorze pages de l'ambassade en août 1961 donne un aperçu de ce qui pourrait avoir été l'évaluation, les espoirs, et les frustrations des experts de l'ICA vis-à-vis de leur pays d'accueil.<sup>20</sup> Fondant son jugement sur ce rapport de l'ICA, l'ambassade des USA à Abidjan observa dans un long télégramme, en effet, que la Côte d'Ivoire était un pays "relativement nanti" en Afrique occidentale avec un niveau de développement économique approchant le stade de "croissance auto-entretenu." Le télégramme déplora toutefois que le progrès remarquable réalisé en Côte d'Ivoire était "presque exclusivement le résultat de la planification, du financement, et de l'exécution des [coopérants] français." Cette omniprésence de la France en Côte d'Ivoire, enfin l'ambassade martela, était la "lacune majeure" dans les efforts de développement en Côte d'Ivoire.<sup>21</sup> Quoique les diplomates américains à Abidjan aient reconnu eux-mêmes que la France avait la "responsabilité principale dans le développement de la Côte d'Ivoire," ils recommandèrent néanmoins que Washington montrât de manière concrète "l'intérêt non-colonial des Etats-Unis dans le développement" du pays d'Houphouët-Boigny.<sup>22</sup>

La recommandation de l'ambassade d'insister sur "l'intérêt non-colonial des Etats-Unis" en Côte d'Ivoire suggère une certaine idée bienveillante des Etats-Unis dans ses relations avec le Tiers monde. Évidemment, une telle construction idéelle dissimule



l'histoire impériale plutôt longue des Etats-Unis.<sup>23</sup> Mais il y a dans la recommandation bien plus que ces efforts de dissimulation. En effet, en mettant en relief son propre concours prétendument altruiste dans les efforts de modernisation en Côte d'Ivoire, le message de l'ambassade des USA inscrit stratégiquement la France en tant que pays néo-colonialiste. En outre, en proposant d'aider la Côte d'Ivoire dans "l'africanisation [de ses] personnels,"<sup>24</sup> le télégramme traduit le besoin d'une nouvelle discipline pour les décideurs politiques ivoiriens, un nouvel ordre qui devait non seulement être influencé par Washington mais aussi et surtout devait être calqué sur le fameux "American way of life."

L'intérêt des scientifiques américains s'était accru dans le pays depuis l'ouverture du consulat des Etats-Unis à Abidjan en 1957.<sup>25</sup> Déjà, vers la fin de la période coloniale, quelques chercheurs américains dont Immanuel Wallerstein et Aristide Zolberg, avaient commencé à parcourir le territoire ivoirien pour conduire leurs recherches doctorales.<sup>26</sup> Après l'indépendance du pays en 1960, un nombre encore plus grand de chercheurs américains avaient choisi d'étudier la Côte d'Ivoire, pays dont le "miracle économique" intriguait plus d'un observateur. Tel était le cas de Richard J. Peterec (1963), qui examina le rôle joué par le port d'Abidjan dans l'économie ivoirienne. Dans ce même élan, des chercheurs de la compagnie Ralph M. Parsons (1964) entreprirent une reconnaissance hydrogéologique du pays pour le compte de la United States Agency for International Development (USAID). Pour leur part, les fondations Ford et Rockefeller intensifiaient leur aide scientifique en Côte d'Ivoire.<sup>27</sup> De fait, en quelques années les premiers résultats des études sur l'Afrique francophone financées par la Ford Foundation devenaient disponibles, ce qui allait du coup augmenter la visibilité de la Côte d'Ivoire dans le paysage académique des Etats-Unis.<sup>28</sup>

Dans certains milieux français, les offensives scientifiques et diplomatiques américaines avaient été accueillies avec inquiétudes et parfois des grincements de dents. En 1958, par exemple, *Le Monde diplomatique* avait révélé, dans une série d'articles très pointus, une fixation française sur la perte supposée de l'influence de l'Hexagone sur ses territoires africains (cf. Chaffard 1958). Bien qu'un de ses chroniqueurs ait conclu que la crainte française était infondée, le journal conseillait que l'on ne repoussât pas du revers de la main la percée de puissances tels que les Etats-Unis (cf. Decraene 1958). Certes Washington s'était pragmatiquement substitué à Paris en Indochine après Dien Bien Phu, mais penser qu'un tel scénario était transposable en Afrique Noire, c'était là sous-estimer le poids des relations privilégiées entre la France et la Côte d'Ivoire (Verschave 2003 ; Harshé 1984). C'était aussi surestimer les compétences et les performances institutionnelles d'une Amérique où le "coup par coup" était la "règle plutôt que l'exception" dans la gestion des affaires africaines (Kitchen 1983 : 80). C'était surtout méconnaître que le manque de mémoires épistémiques épaisses chez la plupart des experts américains faisait d'eux des géants aux pieds d'agile.

Les diplomates français en poste à Washington avaient connaissance de ce dernier handicap. Ainsi, en janvier 1961, dans une longue correspondance à son ministre de tutelle, l'Ambassadeur de France aux Etats-Unis observait:

Un de mes collaborateurs a eu le 16 janvier un long entretien à l'ICA avec le Chef de Service d'Afrique Occidentale, M. Behoteguy et M. Mazzoco qui vient d'être désigné comme représentant de cette administration à Abidjan avec compétence pour les quatre pays du Conseil de l'Entente.

Les propos tenus par ces fonctionnaires montrent qu'un *esprit nouveau existe à l'ICA en ce qui concerne l'Afrique Noire*, par rapport à celui dont nous avons eu souvent à nous plaindre, par exemple en Extrême-Orient et en Afrique du Nord. Cette évolution résulte à mon sens de facteurs divers : prise de conscience par les services américains des échecs qu'ils ont subit dans d'autres régions du monde *en dépit des sommes énormes dépensées*, et désir d'utiliser les ressources disponibles dans le meilleur intérêt des bénéficiaires, en fonction de leurs besoins réels et non de vues préfabriquées, conscience également de l'*ignorance quasi-totale qui règne aux Etats-Unis quant aux problèmes de l'Afrique Noire* ; enfin, « last but not least », grande considération pour l'effort soutenu

par la France dans ses anciens territoires, effort dont on sait parfaitement ici qu'il se déploie par l'entremise de *spécialistes connaissant à fond leur terrain* et dont les Américains ont le plus grand intérêt à écouter les conseils.

[...]

Les fonctionnaires de l'ICA se sont déclarés très satisfaits de cette discussion et ont souligné qu'ils comptaient beaucoup sur des organismes tels que le Bureau Central d'Etudes pour les Equipements d'outre-mer pour orienter leur action et faciliter le choix des points d'application de l'aide américaine.<sup>29</sup>

Malgré ses relents ethnocentriques, la missive de l'ambassadeur français voit juste lorsqu'elle met en avant l'ignorance relative des experts américains et leur dépendance sur la médiation française pour comprendre les problèmes africains. De fait, si l'Afrique n'était pas totalement absente de la géopolitique des savoirs régionalistes aux Etats-Unis, avec surtout les *Area Studies* des ses instituts et centres de recherches universitaires, le continent noir y jouait seulement le rôle de terrain d'application des théories inspirées des études faites en Amérique Latine ou en Asie. C'est d'ailleurs ce qui ressort d'un document de travail du très influent Center for International Studies (CENIS) du Massachusetts Institute of Technology (MIT) qui dès 1953 avait choisi l'Inde et l'Indonésie (et dans une moindre mesure l'Italie) comme cas-types dont l'étude devait servir à éclairer les experts américains dans l'exercice de leurs fonctions dans le Tiers monde.<sup>30</sup>

Mais, la lettre d'Hervé Alphand traduit plus que la seule préoccupation d'ordre géopolitique dans sa relation avec la gestion du savoir. En fait, en contrastant les faibles retombées des "sommées énormes dépensées" par l'administration américaine dans sa tentative de s'implanter en Afrique et le succès des Français dû à leur connaissance "à fond" des questions africaines, l'ambassadeur effleure une conception autre du capital, et partant, s'autorise à une révision de la théorie marxienne du capitalisme. Les analyses de Pierre Bourdieu (1986 : 241-58; voir aussi Bourdieu 1979), dans ce contexte, pourraient

être pertinentes à plus d'un titre. Et pour preuve : en juin 1962, l'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire envoya une lettre au ministre de la coopération dans laquelle il dénonçait la firme américaine Westinghouse qui se serait "borné[e] à piller les dossiers établis par des Français" dans le cadre de la construction d'Ayamé II, le deuxième barrage hydro-électrique ivoirien sur la Bia.<sup>31</sup> Pire, exploitant à son profit les données de la recherche française, les Américains, semble-t-il, avaient proposé un projet moins coûteux. Naturellement, les autorités ivoiriennes en furent intéressées. Mais avant de prendre une décision finale, elles jugèrent prudent de convoquer une réunion de confrontation entre experts français et américains. Ce qui se solda par la victoire des français comme le rapporte une autre lettre de l'ambassadeur :

Je vous ai indiqué qu'en particulier le rapport [de Westinghouse] donnait des estimations de coût pour le barrage d'Ayamé II sur la Bia très inférieures aux estimations des techniciens d'EDF. Aussi une confrontation des techniciens français et américains avait-elle été jugée souhaitable par le gouvernement ivoirien.

[...]

M. Snelthage [expert de Westinghouse] a fait preuve d'une grande bonne foi tout au long des discussions, il n'a cherché aucune échappatoire et a tenu à aller vérifier sur place les caractéristiques du site qu'on lui objectait.

C'est donc sans malentendu que la confrontation s'est terminée par la reconnaissance de la validité du projet français.<sup>32</sup>

Ainsi, même si les Américains avaient fini par prendre pour habitude de s'appuyer sur des travaux antérieurs de "sociétés de recherches ou bureaux d'études français, tels que l'ORSTOM, l'IRAT, etc... [dont les travaux avaient été entrepris] parfois avec des crédits accordés par le FAC" comme le révélera une autre péripétie de l'antagonisme franco-américain en Côte d'Ivoire,<sup>33</sup> leur manque de mémoires africanistes fossilisées s'avéra être un handicap majeur. Contrastant l'intérêt tardif des chercheurs américains pour l'Afrique francophone, les investissements anthropologiques français de la période coloniale (missions sociologiques, fouilles archéologiques, expéditions

ethnologiques ...) et surtout le capital scientifique qui en a résulté sous forme de mémoires épistémiques ont permis à la France de triompher des Américains dans leur lutte pour contrôler les politiques de développement en Côte d'Ivoire. La preuve juridique de cette victoire fut la signature, en avril 1962, d'une convention générale de coopération scientifique entre les gouvernements ivoirien et français, laquelle couvrait plusieurs organismes de recherche hexagonaux dont l'Institut de Recherches en Agronomie Tropicale (IRAT), l'Institut des Fruits et Agrumes Coloniaux (IFAC), et bien sur, l'ORSTOM.<sup>34</sup>

Ainsi, s'il y a un enseignement à tirer de l'antagonisme franco-américain au sujet du développement de la postcolonie ivoirienne c'est que la problématique des mémoires épistémiques et les questions de pouvoir sont intimement liées. C'est pourquoi les archives, en tant que lieux de mémoire, pourraient être posées comme des armes en puissance car elles ne renvoient pas seulement à "l'*arkhē* dans le sens *physique*, *historique* ou *ontologique*, c'est-à-dire à l'originare, au premier, au principiel, au primitif, bref au commencement. Mais plus encore, et *plus tôt*, 'archive' renvoie à l'*arkhē* dans le sens *nomologique*, à l'*arkhē* du commandement" (Derrida 1995 : 12).

Vu sous cet angle, que l'on adopte une approche érotisante, sociologique ou culturaliste dans l'étude des archives, il ressort toujours que les chercheurs qui ont accès à l'archive en reviennent gratifiés, voire habilités (au sens anglais de *empowered*) ; comme si la rencontre voluptueuse avec les traces d'un certain passé avait accru l'aura et le pouvoir herméneutique des investigateurs, c'est-à-dire, leur capital symbolique.<sup>35</sup> C'est cette aura glanée en vertu de leur action et position historico-stratégiques dans le paysage scientifique ivoirien, qui a amené les autorités ivoiriennes à porter leur choix sur les

chercheurs de l'ORSTOM lorsqu'il a fallu constituer une équipe pour diligenter les études de planification du développement de leur pays après son accès à la souveraineté internationale. Comme on le verra, plus loin, rien n'était gagné d'avance. Bien au contraire, c'est sa capacité à mobiliser et traduire la recherche fondamentale en science sociale appliquée qui a permis à l'ORSTOM de s'imposer comme concepteur primordial de la planification du développement en Côte d'Ivoire à la fin des années soixante.

***LA MOBILISATION DES MEMOIRES EPISTEMIQUES À L'ORSTOM:  
Des études régionales à la capacitation (empowerment) des sciences sociales appliquées***

En novembre 1961 L. Ziegler, Directeur Général Adjoint de l'ORSTOM, envoya un mémorandum à plusieurs responsables de l'organisme les conviant à une réunion qui devait permettre un "échange de vues sur la politique possible" de l'Office en rapport avec les études et enquêtes régionales à Madagascar et en Côte d'Ivoire. Dans la note à ses collaborateurs, le directeur adjoint se montra plus politique qu'homme de science :

Initiateurs de nombreuses recherches, *nous risquons de nous trouver réduits à l'état de sous-traitants*, des organismes privés étant mieux placés que nous, par leur technique de contacts à caractère commercial et par leurs effectifs (même s'il s'agit de recrutements hâtifs) pour traiter avec les autorités locales.

Ces sociétés ont tendance à nous dénier la compétence nécessaire. *Il s'agit donc d'imaginer une politique de l'ORSTOM*, politique qui consistera peut-être à intervenir autrement que les sociétés d'études. Il n'est d'ailleurs pas sûr que ces dernières soient tellement appréciées des services locaux.<sup>36</sup>

Ainsi outre le spectre de l'expertise américaine, l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer devait faire face à la compétition des organismes privés de droit français dans un environnement de plus en plus marqué par une floraison des bureaux d'études qui menaçaient d'établir d'un réseau d'assistance technique parallèle.<sup>37</sup> Comme on le verra, l'utilisation judicieuse de la mémoire épistémique de l'ORSTOM par ses chercheurs fit de la Section des Sciences Humaines de l'organisme

étatique un *think tank* incontournable dans la planification du développement en Côte d'Ivoire ; ce qui du coup traduisait l'option pragmatiste de ses activités de recherches.<sup>38</sup>

L'implication de l'Office dans la recherche appliquée en Côte d'Ivoire a une histoire plutôt longue. Ainsi dans le premier numéro de *Courrier des chercheurs : Bulletin de l'Office de la Recherche Scientifique Coloniale*, on apprend déjà à la fin des années quarante que J-M Brugière avait "participé au travail de prospection des sols à cacaoyers en Côte d'Ivoire. Il a effectué une prospection pédologique à la concession de l'IRHO à La Mé (Côte d'Ivoire). On peut y distinguer six types de sols, parmi lesquels quatre seulement semblent devoir convenir à la culture du palmier à huile, l'un d'eux étant, d'ailleurs, beaucoup plus adapté..." (*Courrier des chercheurs* I, 1949). Plus loin, un autre compte rendu de mission rapporte :

Comme les autres pédologues de Côte d'Ivoire, M. A. Laplante a, depuis 1947, participé aux prospections des sols à cacaoyers dans ce territoire. A la suite de ces prospections, et plus particulièrement de celles qu'il a effectuées dans la région d'Abengourou, il a proposé une classification des sols rouges et des sols jaunes latéritiques. Cette classification est basée sur la forme des concrétions latéritiques et la profondeur de l'horizon où elles prennent naissance. Son étude des sols de la station d'Abengourou montre qu'ils doivent convenir parfaitement au cacaoyer, tant par leur type pédologique, que par leur teneur en éléments minéraux (*Courrier des chercheurs* I, 1949).

Parallèlement à ces travaux orientés vers l'agronomie, l'expertise de l'ORSTOM en océanographie (conjointement avec celle du CNRS) était mobilisée à la même période en vue de la création d'une usine d'énergie thermique des mers aux larges des côtes ivoiriennes.<sup>39</sup> Mais à la différence de ces premières opérations, les actions entreprises par l'Office après 1960 étaient d'une envergure plus grande, effectuées sur une base plus permanente et orchestrées par des chercheurs de plus en plus intégrés dans les structures de l'Administration ivoirienne.

La première de ces actions entreprises en Côte d'Ivoire après 1960 fut la participation de l'ORSTOM aux études dites régionales (ER). Cofinancé par le gouvernement ivoirien et le Fonds [Français] d'Aide à la Coopération (FAC), ce vaste programme d'enquêtes socio-économiques à base statistique se déroula entre 1962 et 1964. Comme rapporté par plusieurs analystes (cf. Ancy & Pescay 1983 ; Duchemin 1967 : 65-82), la compétence scientifique de l'Office avait été alors mobilisée parallèlement à celle d'organismes privés d'études tels la Société d'Etudes Mathématiques Appliquées (SEMA), la Société d'Etudes pour le Développement Economique et Social (SEDES), le Bureau pour le Développement de la Production Agricole (BDPA). Mais moins connu est qu'en dépit de sa "connaissance" du milieu socio-anthropologique ivoirien, l'ORSTOM n'avait pas été sollicité lors des premières réunions préparatoires des ER ; ayant été écarté d'emblée par les autorités ivoiriennes qui considéraient que l'organisme français de recherches n'avait "jamais encore réalisé d'études régionales coordonnées."<sup>40</sup>

Ce regard changea, toutefois, en octobre 1961 lors d'une rencontre à laquelle avaient été conviés certains responsables de l'ORSTOM dont Gilles Sautter. A l'évidence, ce géographe africaniste rompu aux études de terrain se fit remarquer positivement en critiquant "très durement, mais avec beaucoup de précision la méthode des sociétés privées." Aussi, le principe que l'ORSTOM serait chargé d'une des études fut arrêté.<sup>41</sup> Deux mois plus tard, le directeur du centre ORSTOM d'Adiopodoumé (Côte d'Ivoire) annonçait à son directeur général que le Ministère du Plan avait finalement décidé d'intégrer les orstomiens à l'équipe de l'administration ivoirienne devant travailler sur la région baoulé. Et commentant cette décision il ajouta : "Cette formule est loin de



vos premières suggestions qui demandaient une direction scientifique proprement ORSTOM.” Mais pour le directeur du centre ORSTOM de Côte d’Ivoire, le temps pour un travail sous contrôle exclusif de ses chercheurs en sciences sociales n’était pas encore arrivé : “Je ne pense pas qu’il soit opportun d’insister pour obtenir une individualité propre de l’équipe ORSTOM qui devra se roder sur le terrain avant de se voir confier d’autres études régionales réalisées alors sur conventions.” Pour préparer la venue de ce moment, il conclut sa lettre en recommandant qu’une “collaboration très dynamique et de valeur” fût établie avec l’Administration ivoirienne.<sup>42</sup> Dans une conjoncture interne structurée par la recherche d’une “politique ORSTOM” qui pourrait éventuellement permettre de venir à bout de la concurrence des sociétés d’études, la direction générale de l’Office à Paris s’aligna derrière la recommandation d’Adiopodoumé. Et une convention fut signée en juin 1962 autorisant l’ORSTOM à mener l’enquête de la région de Bouaké aux cotés des techniciens du Service de Statistique du Plan.<sup>43</sup>

Ainsi, de sa position marginale dans les réunions préparatoires des ER, l’organisme français de recherche pour le développement est devenu un adjutant essentiel dans l’enquête socio-économique d’une des six régions à étudier. Plus pertinent encore, l’Office se trouva un maillon primordial dans l’étude de la région d’origine du président de la République : le centre baoulé.

Pour comprendre cette première victoire de l’ORSTOM, l’on pourrait revenir sur la place de l’archive et des mémoires épistémiques dans l’économie politique du savoir relativement à la pratique de l’expertise. Car les raisons du succès de l’Office dans sa campagne de séduction auprès des autorités ivoiriennes doivent être ramenées à la position stratégique de l’ORSTOM dans la production d’un certain savoir sur les études

de terroirs, la ruralité, la démographie et la circulation d'un savoir-faire sur les pratiques de développement en Côte d'Ivoire (cf. Bassett, Blanc-Pamard, & Boutrais 2007). En effet, Bouaké avait longtemps été une zone de recherche privilégiée pour les chercheurs en sciences sociales de l'ORSTOM. En 1954, par exemple, Jean-Louis Boutillier avait fait partie d'une mission de cinq personnes dont la tâche était d'étudier les pratiques agraires et les habitudes diététiques de la population de la région (Cercle de Bouaké). Puisque la mission avait été conjointement commanditée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'administration coloniale française en Côte d'Ivoire, un certain nombre de copies des méthodes d'investigations ainsi que les résultats préliminaires de la mission avaient atterri dans la bibliothèque de référence de l'ORSTOM.<sup>44</sup> En outre, au moment où commençaient les Etudes Régionales, Boutillier était devenu un chercheur chevronné à Adiopodoumé, une personne-ressource dont les conseils professionnels étaient toujours bien accueillis par les jeunes chercheurs.<sup>45</sup>

Mais au delà de ces données immatérielles voire subjectives, c'est toute une méthode de travail que la Section des Sciences Humaines a dû déployer pour se démarquer des sociétés privées et bureaux d'études. Ainsi une fois que le principe de la participation de l'ORSTOM aux ER fut arrêté, Gilles Sautter rédigea une note méthodologique à l'intention des chercheurs. Version allégée et pragmatiste d'une de ses communications scientifiques que la logique de sciences sociales appliquées avait rendu nécessaire, le géographe exposa dans "Structure d'une enquête régionale à entreprendre en Côte d'Ivoire," toute une pratique de l'expertise en postcolonie.<sup>46</sup> Partant du diagnostic qu'il n'existe en Afrique ni statistiques fiables, ni "réseau administratif serré" pour les produire, Sautter en vint à l'idée que "l'enquête doit donc créer ses propres

cadres.”<sup>47</sup> Par ailleurs, contrairement à la méthode de télé-enquête très prisée par les sociétés privées, l’africaniste déclara qu’une “enquête en milieu africain ne se mène pas de loin.” Plus concrètement pour l’étude de la région de Bouaké, il recommanda comme phase préparatoire de l’enquête, de faire l’inventaire des connaissances déjà produites sur la Côte d’Ivoire, et même le Ghana, car “les 20 ou 30 années d’avance que possède le Ghana sur le plan du développement économique permettent de se rendre compte jusqu’à un certain point vers où tendent les procédures d’évolution en cours en Côte d’Ivoire, et, par suite, de mieux discerner, pour l’avenir de ce pays, ce qui est important et ce qui ne l’est pas.”<sup>48</sup> Dans ce même élan, le géographe recommanda que les enquêteurs interviewent les personnalités de la région. Cette phase serait en suite suivie de “l’étude en profondeur” que Sautter nomme encore l’étude des “cas-types” qui consisterait à faire des “enquêtes localisées, menées en commun par les différents spécialistes intéressés à chaque cas en particulier.”<sup>49</sup> Après quoi, il faudra procéder à la généralisation des résultats. Enfin, pour mener à bien tout ce travail, l’expert de l’ORSTOM recommanda qu’un accent fut mis sur les analyses sociologiques car l’expérience des recherches d’après-guerre en Afrique a montré que les “principales erreurs commises en matière de développement et de plans de développement tiennent à la connaissance insuffisante des conditions particulières du milieu humain.”<sup>50</sup>

On pourrait reprocher à Gilles Sautter sa vision plutôt linéaire du développement. De même, l’on peut rester sceptique sur l’idée des “20 ou 30 années d’avance” du Ghana sur la Côte d’Ivoire en matière de développement. Mais l’on ne peut douter de la valeur pragmatique des idées défendues par le géographe dans sa note méthodologique; idées qui, au demeurant, se révélèrent très pratiques pour les chercheurs de l’ORSTOM. Ainsi non seulement les orstomiens affectés à l’étude de Bouaké finirent dans les délais requis

en produisant une documentation fournie, riche d'au moins 9 études monographiques ou synthétiques ; mais ultérieurement les chercheurs de l'Office furent amenés à apporter leur expertise dans d'autres équipes (cf. Centre ORSTOM d'Adiopodoumé 1964).<sup>51</sup>

C'était assurément là, une preuve que les conseils de Sautter avaient été bien suivis. Georges Balandier confirma une telle évaluation dans un rapport rédigé vers la fin des Etudes Régionales où il opina que les orstomiens "ont apporté les résultats les plus nombreux, leur contribution est prépondérante." Et d'ajouter : "J'ai pu apprécier directement la qualité du travail qu'ils ont effectué."<sup>52</sup> Cette satisfaction était implicitement partagée par les autorités ivoiriennes comme le souligna le Directeur Général de l'ORSTOM dans sa réponse à l'offre ivoirienne de signature d'une convention exclusive ORSTOM-Ministère du Plan dans le cadre des travaux du Plan 1970-75 : "Je vous remercie de [cette] proposition qui témoigne de l'intérêt que vous avez attaché à la collaboration que l'ORSTOM a apportée à certains de vos projets et notamment l'enquête socio-économique de Bouaké."<sup>53</sup>

On peut affirmer que la stratégie de Ziegler fut judicieuse pour l'ORSTOM car grâce à sa participation "très dynamique et de valeur" aux Etudes Régionales, l'Office obtint finalement la possibilité d'affirmer son "individualité propre" comme la Direction Générale l'avait originellement souhaité. En fait, la convention de 1966 faisait de l'ORSTOM le maillon essentiel du dispositif scientifique des futures planifications du développement en Côte d'Ivoire. Mais collatéralement à cette victoire sur les sociétés privées, les Etudes Régionales créèrent les conditions de l'institutionnalisation des sciences humaines et sociales au sein du Centre ORSTOM d'Adiopodoumé.<sup>54</sup>

Malgré l'ascension plutôt épique de l'ORSTOM sur la scène de la planification du développement ivoirien, il serait abusif de conclure que les orstomiens avaient un

contrôle exclusif de l'appareil de planification de la Côte d'Ivoire. En fait, parallèlement à son choix de l'organisme français pour diligenter la régionalisation du "miracle ivoirien," Houphouët-Boigny et ses collaborateurs avaient engagé le bureau d'études américain—Development & Resources Corporation—afin que celui-ci produise un plan de modernisation du sud-ouest ivoirien.<sup>55</sup>

Par ailleurs, l'on ne saurait dire que la recherche appliquée de l'ORSTOM en Côte d'Ivoire était menée essentiellement par ses chercheurs. Depuis sa création en 1943, l'Office s'était très souvent associé avec d'autres organismes de recherche pour accomplir des travaux d'envergure. Tel était le cas de l'équipe Jean-Louis Boutillier (ORSTOM) et Marguerite Dupire (CNRS) pour comprendre les causes de l'improductivité des palmeraies du pays Adioukrou (De Suremain 2004 : 654).

Une telle pratique persista durant les années soixante. Ainsi dans le cadre de la mise au point de l'exploitation des Etudes Régionales, Hugues Lhuillier dû travailler "en liaison directe" avec la SEDES et l'INSEE afin de concevoir une stratégie efficace de développement pour la Côte d'Ivoire (Perrin 1967 : 5-6 ; voir aussi Lhuillier 1967 : 61). C'est partiellement pour ces raisons de collaboration avec d'autres organismes de recherche d'ailleurs que Georges Balandier recommanda à la fin des ER que le Centre ORSTOM de Sciences Humaines fût localisé "à Abidjan même;" car ses chercheurs devaient "se trouver au contact de l'Université et de ses organismes de recherches, des Services d'Etats concernés par leurs enquêtes, des centres de documentation."<sup>56</sup>

### *EN GUISE DE CONCLUSION*

En définitive, l'histoire de l'implication de l'ORSTOM dans la planification du développement ivoirien nous révèle un monde très complexe, surtout à partir des années soixante-dix où l'on verra l'émergence d'une production scientifique ivoirienne plus soutenue en science sociale. Ce développement et ses implications pour le "miracle économique ivoirien" feront l'objet d'une étude future. Pour l'heure, l'on peut conclure que la politique du savoir et les campagnes de séduction menées par les responsables de l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer avant 1970 ont permis d'accroître l'aura de l'organisme français auprès des autorités ivoiriennes. De même, il est clair que l'implication des chercheurs de l'Office dans les enquêtes socio-économiques à base statistique favorisa l'incorporation des Sciences Humaines dans l'univers scientifique ivoirien en pleine structuration.

Le rôle des mémoires épistémiques dans ce double procès devrait être évident à présent. Profitant du vide institutionnel ivoirien en matière de production nationale de discours en science sociale appliquée et de la victoire du Quai d'Orsay face au spectre américain en matière d'expertise, mais surtout utilisant son pouvoir "patriarchique" rendu possible grâce à un accès privilégié au capital socio-anthropologique laissé par ses prédécesseurs, l'ORSTOM renégocia ainsi sa place sur le marché de l'expertise en Côte d'Ivoire. Une place qui fut d'ailleurs consolidée avec le temps puisque la Section des Sciences Humaines de l'Office passa du statut de simple auxiliaire de recherche en 1962 pour devenir, quatre ans plus tard, le chef d'orchestre de la planification à base régionale en Côte d'Ivoire (Ancy & Pescay 1983 ; Trouchaud 1972 : 463-476).

D'un certain point de vue, j'ai voulu montrer par ce travail qu'on peut poser comme prolégomènes à une anthropologie historique de l'expertise postcoloniale française en Côte d'Ivoire que l'étude des mémoires épistémiques est un détour nécessaire pour quiconque veut comprendre la géopolitique des savoirs et son incidence sur la postcolonie ivoirienne. Prenant la période de la "mise en valeur" des colonies comme point de départ, il a été démontré qu'en se transformant en archive, la "bibliothèque coloniale" est devenue un lieu d'origine et de commandement, un lieu où dire la loi est mise en œuvre. Moins prosaïquement, On pourrait dire par ailleurs qu'en se muant en archive, la "bibliothèque coloniale" s'est d'emblée présentée comme un lieu dont la fonction était d'abord *éco-nomique*, c'est-à-dire, un dispositif dont la logique était guidée par un désir de gestion du patrimoine.<sup>57</sup>

A plus d'un égard, l'histoire de l'implication de l'ORSTOM dans la planification du développement en Côte d'Ivoire nous rappelle cette polysémie du terme *oïkos*. Lieu de savoir sur les espaces géo-sociologiques des tropiques, l'Office nous apparaît désormais comme un poste de commandement. Héritier privilégié de la "bibliothèque coloniale" des premiers africanistes, il nous remémore le credo d'une science impériale, et par là même, achève de convaincre de la continuité d'un certain africanisme pragmatiste *à la française*. Institution de recherche, mais aussi, institution politique, les pratiques de l'ORSTOM rappellent enfin que l'établissement d'un régime de vérité, de *tout* régime de vérité, repose sur la mobilisation stratégique des mémoires épistémiques.

## NOTES

Le premier jet de cet article fut rédigé alors que j'étais boursier Chateaubriand (2004-2005) rattaché au Laboratoire SEDET, Paris 7 (Denis Diderot). Je remercie la professeure Odile Goerg pour ses encouragements après lecture de cette première ébauche. Par la suite, l'article (en version anglaise) bénéficia de la critique des membres du groupe de recherche TERC (Atlanta, Géorgie) en 2006. Mes remerciements à Ian Fletcher, Yael Fletcher et Fakhri Haggani pour leur soutien et suggestions. Enfin, je voudrais témoigner ma reconnaissance à Raphaëlle Aviat dont le professionnalisme et la ténacité lors de mes séjours parisiens ont permis de localiser plusieurs des fonds d'archives sur lesquels est basée cette étude.

<sup>1</sup> A l'origine, Office de la Recherche Scientifique Coloniale (ORSC), l'Office fut créé en 1943. Entre 1949 et 1953, il changea deux fois d'appellation : l'ORSC devint d'abord ORSOM (Office de la Recherche Scientifique Outre-Mer), puis ORSTOM. Depuis 1999, l'Office, qui entre-temps avait été rebaptisé Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (Loi N° 84-430 du 5 juin 1984), est devenu tout simplement l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD).

<sup>2</sup> Archives Nationales de France (ANF), Paris, Fonds ORSTOM, F 17 Bis 90.17, Article 55, Lettre du Ministre Délégué au Plan (de la Côte d'Ivoire) au Directeur de l'ORSTOM, 18 novembre 1966.

<sup>3</sup> A titre de comparaison, il est aussi utile de se référer à Mamadou Diouf qui a démontré que le Père Louis-Josèphe Lebreton et ses collègues du Centre Economie et Humanisme ont été influents dans la conceptualisation du développement du Sénégal postcolonial. Pour les détails, voir Diouf (1997 : 291-319).

<sup>4</sup> La littérature sur la notion de postcolonie est très vaste, surtout en langue anglaise. Pour une introduction à ce champ en langue française, voir Mbembe (2000), Lazarus (2006), Smouts (2007), et Amselle (2008). Pour ma part, j'ai suggéré dans un article antérieur (cf. Bamba 2006) que l'on définit la postcolonie en termes à la fois spatiaux et mémoriels. En ce sens, la postcolonie ce sont "tous ces espaces hétérogènes où les mémoires de la situation coloniale continuent à structurer les désirs et les manières d'être, de vivre et d'habiter le monde des individus et des collectivités après l'effondrement des empires coloniaux" (Bamba 2006 : 17).

<sup>5</sup> Je définis l'expertise et le pouvoir d'expertiser comme la capacité à traduire un savoir théorique en un savoir-faire de portée sociopolitique. Cette distinction préfigure la distinction que l'on fera plus tard entre science pure/fondamentale (cf. savoir orienté vers le théorique) et science appliquée (cf. savoir-faire à visée pragmatique). Pour un aperçu sur ces questions, voir Pierre-Philippe Druet et al. (1980 : 55-67), Jean-Yves Caro (1984 : 4-25), et surtout Jean-Yves Trépos (1996).

<sup>6</sup> Pour la notion de "bibliothèque coloniale," je m'inspire du travail épistémologique de Valentin Y. Mudimbe. Le philosophe définit le concept comme un "corps de savoirs" produit par l'Europe dont le but est de permettre la domestication de l'objet Afrique. Un des legs tenaces de ce "corps de savoirs" est la représentation continue de l'altérité africaine comme une déviation. Pour les détails, voir Mudimbe 1994. Depuis les années quatre-vingt, Mudimbe a été l'objet de plusieurs critiques, notamment Mouralis (1988), Diouf (1996), et Amselle (2006). Malgré ces critiques formulées à l'encontre de la notion de "bibliothèque coloniale," celle-ci demeure très féconde pour la présente étude.

<sup>7</sup> Provisoirement, je définis la mémoire comme étant à la fois une aptitude, voire la faculté de se souvenir et le résultat même de l'acte de se souvenir. En rapportant cette première approche (pour le moins étymologique) aux souvenirs des discours institués en science (mémoires épistémiques), je nuancerai mes propos au fil du présent travail.

<sup>8</sup> Sibeud fait un distinguo subtil entre une "science impériale" plus autonome vis-à-vis du politique ; et des "sciences coloniales" qui seraient "des sciences nouvelles [...] explicitement et entièrement dévouées à la colonisation" (Sibeud 2002 : 275-76). Notons qu'une distinction similaire est déployée par Marie-Alban de



Suremain qui, quant à elle, oppose “sciences coloniales” et “sciences sociales”. Pour les détails, cf. de Suremain (2001).

<sup>9</sup> *Annuaire et Mémoires du CEHS de l'AOF* (1916), Circulaire au sujet de la création d'un Comité d'études historiques et scientifiques de l'Afrique occidentale française, Dakar, 11 décembre 1915.

<sup>10</sup> Le réseau de publication IFAN incluait sur le plan fédéral, *Bulletin de l'IFAN, Mémoires de l'IFAN, Notes Africaines : Bulletin d'information et de correspondance de l'IFAN, Catalogues, Initiations, Conseils aux chercheurs, Instructions sommaires*. Dans chacune des territoires, ses sections locales publiaient respectivement *Etudes sénégalaises, Etudes Mauritanienues, Etudes voltaïques, Etudes nigériennes, Etudes dahoméennes, Etudes guinéennes, Etudes éburnéennes, Etudes camerounaises*.

<sup>11</sup> Archives du Ministère des Affaires Etrangères (AMAE), Paris, Série : Relations Culturelles (1945-1970), sous-série Echanges Culturels (1945-1959), Carton 171, Chemise : Afrique, Dossier : Congrès & Conférences ; Télégramme au départ, 8 mars 1952.

<sup>12</sup> Eloquent à ce sujet est l'échange de correspondances entre Théodore Monod et le directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay sur les bons de commandes relatifs aux publications de l'IFAN pour le compte de l'Institut Universitaire des territoires d'Outre-Mer d'Anvers. Pour les détails, voir AMAE, Série : Relations Culturelles (1945-1970), sous-série : Echanges Culturels (1945-1959), Carton 175, Dossier : Livres & Revues, Lettre du Directeur de l'IFAN au Directeur Général des Relations Culturelles [du Quai d'Orsay], 2 mai 1950.

<sup>13</sup> Tel était le cas de Paul Mercier (sociologie) et de Pierre Bardon (ethnologie-chimie biologique).

<sup>14</sup> Pour le rôle de la pratique des lettres dans la création de communautés, lire Anderson (1991); Bhabha (1990); García-Moreno & Pfiffer (1996).

<sup>15</sup> Il est utile de rappeler que l'africanisme tel qu'évoqué dans cet article n'est pas monolithique. En fait, il est traversé par plusieurs courants et époques.

<sup>16</sup> [www.bondy.ird.fr](http://www.bondy.ird.fr). [Accédé le 14/10/2004].

<sup>17</sup> Centre des Archives Diplomatiques de Nantes (CAD), Nantes (France), Archives des postes: Abidjan, Carton 7. Ministère de la Fonction Publique (Côte d'Ivoire), “Rapport sur l'africanisation des cadres” (Septembre 1960).

<sup>18</sup> La poignée d'universitaires ivoiriens dans les années soixante incluait, entre autres, Georges Niangoran Bouah (ethno-sociologie), Harris Memel-Fotê (ethno-sociologie), Guédé Lorougnon (botanique), et Mohamed T. Diawara (économie).

<sup>19</sup> National Archives and Records Administration (NARA, Washington D.C.), 770M.5-MSP/8-2260, Air Pouch, Abidjan to Department of State, 22 August 1960. [Dorénavant, j'utiliserai le sigle USNA (United States National Archives) pour faire référence à la NARA].

<sup>20</sup> USNA, 770M.5-MSP/8-1161, Incoming Airgram, Abidjan to Secretary of State, 11 August 1961.

<sup>21</sup> Ibid.

<sup>22</sup> Ibid.

<sup>23</sup> Pour une vue d'ensemble de cette histoire, voir Painter (1995) et Eland (2004). La littérature sur l'histoire impériale des Etats-Unis dans le Tiers monde est surtout focalisée sur les relations entre Washington et l'Amérique Latine (voir Joseph et al. 1998 ; Grandin 2006) ou l'Asie de l'Est (voir notamment, Johnson 2001).

<sup>24</sup> USNA, 770M.5-MSP/8-1161, Incoming Airgram, Abidjan to Secretary of State, 11 August 1961.

<sup>25</sup> Sur les péripéties ayant conduit à l'ouverture de cette ambassade ainsi que le contexte de la Guerre froide qui l'avait structuré, voir Bamba (2008 : chps. 1 & 3).

<sup>26</sup> Immanuel Wallerstein (entretien), 27 juin 2007 ; Aristide Zolberg (entretien), 26 juin 2007. [Quoique d'origine belge, Zolberg avait pris la nationalité américaine.]

<sup>27</sup> Technical Assistance Information Clearing House (1961); Rockefeller Archive Center, Tarrytown, New York. RG 1.2, Series 475, Box 2, Folder 13. Robert W. July, "African Diary," February-April 1961, 37-42.

<sup>28</sup> Pour un aperçu de ces premiers résultats, voir Immanuel Wallerstein (1964); Aristide Zolberg (1964). Les premiers africanistes américains travaillant sur la Côte d'Ivoire étaient en train de former d'autres jeunes chercheurs dont les travaux devaient bientôt garnir les bibliothèques des universités et autres centres de recherches. Tel était le cas de Michael A. Cohen qui écrivit sa thèse sous la direction d'Aristide Zolberg. Pour les détails, voir Michael A. Cohen (1974). Pour les travaux des autres africanistes américains travaillant sur la Côte d'Ivoire pendant la même période, voir Claude Salem (1974); Remi Clignet et Philip Foster (1966); Lyman Drake, (1963).

<sup>29</sup> CAD, Archives des postes: Abidjan, Carton 45, Lettre de Hervé Alphand au Ministre des Affaires Etrangères, 18 janvier 1961. (C'est moi qui souligne).

<sup>30</sup> MIT Archives & Special Collections, Cambridge (Etats-Unis), Archival Collection 236, Box 2, Folder 1, A Program of Research in Economic and Political Development, CENIS, February 1953.

<sup>31</sup> AMAE, série : DAM, sous-série : CI, Carton 1888, Lettre de l'Ambassadeur de France en CI à Ministre de la Coopération, 6 janvier 1962.

<sup>32</sup> AMAE, série : DAM, sous-série : CI, Carton 1888, Lettre de l'Ambassadeur de France en CI à Ministre de la Coopération, sd.

<sup>33</sup> AMAE, série : DAM, sous-série : CI, Carton 1888, Lettre du Conseiller Economique & Commercial (Abidjan) à Ministre de l'Economie & des Finances, 3 février 1966.

<sup>34</sup> CAD, Archives des postes: Abidjan, Carton 55, Convention générale N° 16/C/60/E relative à l'aide et à la coopération en matière de recherches scientifiques entre le Gouvernement français et le Gouvernement ivoirien, 13 avril 1962.

<sup>35</sup> La littérature sur les archives est de plus en plus abondante. Pour une liste plutôt brève l'on peut consulter outre Jacques Derrida référencié plus haut, Combe (1994) ; Keen (2001) ; Starn (2002) ; Freshwater (2003).

<sup>36</sup> ANF, Fonds ORSTOM, F 17 Bis 90.17, Article 53, Memoranda de L. Ziegler à Deschamps, Althabe, Binet, Dabin, Ottino & Sautter, 21 novembre 1961. (C'est moi qui souligne).

<sup>37</sup> Sur la floraison des bureaux d'études, voir Ariane Deluz (entretien), 7 janvier 2005; Jean-Louis Boutillier (entretien), 1 mars 2005. Sur l'idée d' "assistance technique parallèle," voir CAD, Abidjan, Carton 55. "Note sur les sociétés, cabinets et bureaux d'études en Côte d'Ivoire," 6 février 1969.

<sup>38</sup> Ce choix n'était pas donné d'avance. Mais, à la longue, il a permis de construire l'identité hybride de l'ORSTOM ; une identité à la lisière des sciences fondamentales et de la recherche appliquée. Pour plus de détails sur l'ambivalence entre recherche fondamentale et les nécessités d'applicabilité des résultats des travaux scientifiques de l'Office, voir Gleizes (1985 : 7-26).

<sup>39</sup> AMAE, Série : Affaires Economiques, sous-série : Coopération Economique, 1945-1966, Papiers Jacques Bruneau, Carton 852, Note sur l'installation à Abidjan de la première usine d'énergie thermique des mers, juin 1951.

<sup>40</sup> ANF, Fonds ORSTOM, F 17 Bis 90.17, Article 53, “Etudes Régionales en Côte d’Ivoire : Compte rendu de la réunion du 05/10/61,” 06 octobre 1961; Sur la persistance des doutes concernant les capacités scolastiques de l’Office, voir également ANF, Fonds ORSTOM, F 17 Bis 90.17, Article 53, Lettre de Leneuf à DG de l’ORSTOM, 15 décembre 1963.

<sup>41</sup> Ibid.

<sup>42</sup> ANF, Fonds ORSTOM, F 17 Bis 90.17, Article 53, Lettre du Directeur de l’IDERT au Directeur Général de l’ORSTOM, 13 décembre 1961.

<sup>43</sup> ANF, Fonds ORSTOM, F 17 Bis 90.17, Article 53, Lettre du Directeur de l’IDERT au Directeur Général de l’ORSTOM, 19 novembre 1962.

<sup>44</sup> Centre de Documentation de l’ORSTOM (Bondy), Fonds Documentaire, N° 22 699. Jean-Louis Boutillier et al., “Enquête agricole de Bouaké (Côte d’Ivoire): Rapport sur le stage de formation des enquêteurs et les méthodes utilisées,” Aout-Septembre 1954; *ibid.*, N° 22 747. Jean-Louis Boutillier et al., “Résultats préliminaires de l’enquête agricole de Bouaké,” Janvier 1955.

<sup>45</sup> Emmanuel Terray (entretien), 4 avril 2005 ; Jean-Louis Boutillier (entretien), 1 mars 2005 ; et Marc Augé (entretien), 23 février 2005.

<sup>46</sup> La version originale a paru dans *L’Homme*. Pour les détails, voir Sautter (1961 : 77-89).

<sup>47</sup> ANF, Fonds ORSTOM, F 17 Bis 90.17, Article 53, Gilles Sautter, “Structure d’une enquête régionale à entreprendre en Côte d’Ivoire”, 11 octobre 1961, p. 1.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 6.

<sup>51</sup> Ceci permet de nuancer les relations entre l’ORSTOM et les bureaux d’études, qui, du reste, n’étaient pas toujours antagonistes.

<sup>52</sup> ANF, Fonds ORSTOM, F 17 Bis 90.17, Article 54, Georges Balandier, “Observations sur les problèmes ‘Sciences Humaines (ORSTOM) en Côte d’Ivoire’”, *sd.*, p. 1.

<sup>53</sup> ANF, Fonds ORSTOM, F 17 Bis 90.17, Article 55, Lettre du Directeur Général de l’ORSTOM à M. Mohamed T. Diawara (Ministre délégué au Plan), 6 décembre 1966.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>55</sup> University of Illinois Archives, (Urbana, Ill., Etats-Unis), Ralph E. Grim Papers 1928-83, Development and Resources Corporation, Ivory Coast 1960 (Background and Beginning), Box 2. Lilienthal to Saller 11 May 1960. Voir aussi Lilienthal (1964: 350) et Lilienthal (1976: 70). Dans le même ordre d’idées, on sait (Augé 1972 : 211-212) que la Compagnie d’Etudes Economiques et de Gestion Industrielle (GECI) avait effectué l’étude d’aménagement de la région de Dabou en 1965.

<sup>56</sup> Balandier, “Observations,” p. 2.

<sup>57</sup> Je suis ici la démonstration de Derrida qui définit l’archive, entre autre, comme cet *arkheïon* qui “épargne mais de façon non naturelle, c’est-à-dire en faisant la loi (*nómos*) ou en faisant respecter la loi.” Partant, l’archive se révèle comme quelque chose qui a “force de loi, d’une loi qui est celle de la maison (*oïkos*)” (Derrida 1995 : 20).

## BIBLIOGRAPHIE

- Amin, Samir. 1967. *Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire*. Paris: Editions de Minuit.
- Amselle, Jean-Loup. 2006. "The World Inside Out: What Is at Stake in Deconstructing the West?" *Social Anthropology* 14, 2: 183-193.
- \_\_\_\_\_. 2008. *L'Occident décroché: Enquête sur les postcolonialismes*. Paris : Stock.
- Ancey, Gérard & Michel Pescay. 1983. *La Planification à base régionale en Côte d'Ivoire: Le Plan 1981-1985 et ses antécédents*. Paris: Ministère [Français] des Relations Extérieures/Coopération & Développement.
- Anderson, Benedict. 1991. *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. Revised Edition. London : Verso.
- Augé, Marc. 1972. "Sous-développement et développement : Terrain d'étude et objets d'action en Afrique francophone." *Africa* XLIII, 3 : 205-216.
- Avena, Jean-Marie. 1969. *Réflexions sur l'état de la recherche concernant les problèmes posés par les contacts forêts-savanes*. Paris : ORSTOM.
- Bamba, Abou B. 2006. "Qu'est-ce que la postcolonie?: Contribution à un débat francophone trop afrocentré," *Révue Africaine des Livres/Africa Review of Books* 2,1: 16-17.
- \_\_\_\_\_. "Dubbing Modernization: The United States, France, and the Politics of Development in the Ivory Coast, 1946-1968," (Ph.D. Dissertation, Georgia State University, 2008).
- Bassett, Thomas J., Chantal Blanc-Pamard, & Jean Boutrais. 2007. "Constructing Locality: The *Terroir* Approach in West Africa." *Africa: Journal of the International African Institute* 77, 1 : 104-129.
- Bhabha Homi, dir. 1990. *Nation and Narration*. London : Routledge.
- Bonneuil, Christophe. 1991. *Des savants pour l'empire : La Structuration des recherches scientifiques coloniales au temps de la "mise en valeur des colonies françaises", 1917-1945*. Paris : ORSTOM Editions.
- Bourdieu, Pierre. 1979. *La distinction: Critique sociale du jugement*. Paris: Editions de Minuit.
- \_\_\_\_\_. 1986. "The Forms of Capitals." In *Handbook of Theory and Research for the*

- Sociology of Education*, sous la direction de J. G. Richardson, 241-58. New York: Greenwood.
- Bourgi, Albert. 1979. *La Politique française de coopération en Afrique: Le Cas du Sénégal*. Paris & Dakar: Présence Africaine.
- Caro, Jean-Yves. 1984. "Scientificité et rapports sociaux," *Sociologie du travail* 1, 84 : 4-25.
- Centre ORSTOM d'Adiopodoumé. 1964. *Rapport annuel 1964*. Adiopodoumé: ORSTOM.
- Chaffard, Georges. 1958. "La pénétration des influences étrangères en Afrique noire française." *Le Monde diplomatique*.
- Chauveau, Jean-Pierre. 1971. "Essai bibliographique sur la société baoulé." In *La Vie quotidienne dans un village baoulé*. Abidjan : INADES.
- Clignet, Remi & Philip Foster. 1966. *The Fortunate Few: A Study of Secondary Schools and Students in the Ivory Coast*. Evanston: Northwestern University Press.
- Cohen, Michael A. 1974. *Urban Policy and Political Conflict in Africa: A Study of the Ivory Coast*. Chicago & London: University of Chicago Press.
- Cohn, Bernard S. 1996. *Colonialism and Its Forms of Knowledge: The British in India*. Princeton: Princeton University Press.
- Combe, Sonia. 1994. *Archives interdites : Les peurs françaises face à l'histoire contemporaine*. Paris : Albin Michel.
- Contamin, Bernard & Harris Memel-Fotê, dir. 1997. *Le Modèle ivoirien en questions: Crises, ajustements, recompositions*. Paris: Karthala-ORSTOM.
- Cooper, Frederick. 1996. *Decolonization and African Society: The Labor Question in French and British Africa*. Cambridge & New York: Cambridge University Press.
- Cotten, Anne-Marie. 1967. "Une expérience d'approche du fait géographique en Afrique de l'Ouest." *Bulletin de liaison des Sciences Humaines*. Paris : ORSTOM.
- De Suremain, Marie-Alban. 2001. "L'Afrique en revue : Le discours africaniste français, des sciences coloniales aux sciences sociales (anthropologie, ethnologie, géographie humaine, sociologie), 1919-1964." Thèse de doctorat en histoire, Université Paris 7 (Denis Diderot).
- \_\_\_\_\_. 2004. "Faire du terrain en AOF dans les années cinquante," *Ethnologie française* 4 : 651-659.

- Decraene, Philippe. 1958. "Les Etats-Unis manifestent un intérêt croissant pour les territoires de l'Afrique noire." *Le Monde diplomatique*.
- De la Guérivière, Jean. 2001. *Les fous d'Afrique : Histoire d'une passion française*. Paris : Seuil.
- Den Tuinder, B.A. /World Bank. 1978. *Ivory Coast: The Challenge of Success*. Baltimore: John Hopkins University Press.
- Derrida, Jacques. 1995. *Mal d'archive : Une Impression freudienne*. Paris : Galilée.
- Diarra, Samba. 1997. *Les Faux complots d'Houphouët-Boigny: Fracture dans le destin d'une nation*. Paris: Karthala.
- Diouf, Mamadou. 1993. "Les intellectuels africains face à l'entreprise démocratique: Entre la citoyenneté et l'expertise." *Politique africaine* 51 : 35-47.
- \_\_\_\_\_. 1996. "Des voix et des objets contre des mots et des textes : Dépossession, conversion et révélation." *Revue Canadienne des Etudes Africaines* 30, 2 : 236-247.
- \_\_\_\_\_. 1997. "Senegalese Development: From Mass Mobilization to Technocratic Elitism." In *International Development and the Social Sciences: Essays on the History and Politics of Knowledge* edited by Frederick Cooper & Randall Packard, 291-319. Berkeley: University of California Press, 1997.
- Dozon, Jean-Pierre. 2003. "Les Etats africains contemporains dans l'épistémè africaniste français." *Journal des anthropologues* 92-93 : 13-29.
- Drake, Lyman. 1963. "The Anxious Generation: Ivory Coast Youth Looks at Work and Politics." Ph.D. Diss., Massachusetts Institute of Technology.
- Druet, Pierre-Philippe, et al. 1980. "Le rôle social de l'expert et de l'expertise," *Esprit* (octobre) : 55-67.
- Edney, Matthew. 1997. *Mapping an Empire : The Geographical Construction of British India, 1765-1843*. Chicago: University of Chicago Press.
- Eland, Ivan. 2004. *The Empire Has No Clothes: U.S. Foreign Policy Exposed*. Oakland: The Independent Institute.
- Fauré, Yves-A. & Jean-François Médard, dir. 1982. *Etat et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*. Paris: Karthala.

- Freshwater, Helen. 2003. "The Allure of Archives." *Poetics Today* 24, 4: 729-758.
- García-Moreno, Laura & Peter C. Pfiffer, dir. 1996. *Text and Nation: Cross-Disciplinary Essays on Cultural and National Identities*. New York: Camden House.
- Gleizes, Michel. 1985. *Un Regard sur l'ORSTOM, 1943-1983*. Paris : Editions de l'ORSTOM.
- Grandin, Greg. 2006. *Empire's Workshop: Latin America, the United States, and the Rise of the New Imperialism*. New York: Owl Books.
- Haeringer, Philippe. 1984. *La Recherche urbaine à l'ORSTOM : Bibliographie analytique, 1950-1980*. Paris : ORSTOM.
- Harshé, Rajen. *Pervasive Entente: France and Ivory Coast in African Affairs*. New Jersey: Humanities Press, 1984.
- Hecht, Robert M. 1983. "The Ivory Coast Economic 'Miracle': What Benefits for Peasant Farmers?" *Journal of Modern African Studies* 21, 1: 25-53.
- Johnson, Chalmers. 2001. *Blowback: The Costs and Consequences of American Empire*. New York: Owl Books.
- Joseph, Gilbert M. et al., dir. 1998. *Close Encounters of Empire: Writing the Cultural History of U.S.-Latin American Relations*. Durham & London : Duke University Press.
- Keen, Suzanne. 2001. *Romances of the Archive in Contemporary British Fiction*. Toronto, Buffalo & London : University of Toronto Press.
- Kitchen, Helen. 1983. *US Interests in Africa*. New York: Praeger.
- Lazarus, Neil. 2006. *Penser le postcolonial: Une introduction critique*. Paris: Editions Amsterdam.
- Lê Châu. 1966. "Le Commerce dans la région de Bouaké (Côte d'Ivoire) : Une Etude économique du commerce régional et inter-régional dans l'Ouest africain." *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines* III, 3 : 7-104.
- Lhuillier, H. 1967. "Outils et cadres pour une planification régionale." *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines* IV, 2 : 61-111.
- Mbembe, Achille. 2000. *De la postcolonie : Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris : Karthala.

- Mouralis, Bernard. 1988. *V.Y. Mudimbé, ou, le discours, l'écart et l'écriture*. Paris : Présence Africaine.
- \_\_\_\_\_. 1999. *République et colonies: Entre histoire et mémoire, la République française et l'Afrique*. Paris : Présence Africaine.
- Mudimbé, Valentin Y. 1982. *L'Odeur du père : Essai sur des limites de la science et de la vie en Afrique noire*. Paris : Présence Africaine.
- \_\_\_\_\_. 1988. *The Invention of Africa: Gnosis, Philosophy, and the Order of Knowledge*. Bloomington & Indianapolis: Indiana University Press.
- \_\_\_\_\_. 1994. *The Idea of Africa*. Bloomington & Indianapolis : Indiana University Press.
- Nora, Pierre, dir. 1984-1993. *Lieux de Mémoire* 7 t. Paris : Gallimard.
- O'Connor, Michael. 1972. "Guinea and the Ivory Coast: Contrasts in Economic Development." *Journal of Modern African Studies* 10, 3: 409-426.
- ORSTOM /Sciences Humaines. 1973. *Bibliographie des travaux concernant la Côte d'Ivoire*. Petit Bassam : ORSTOM.
- Painter, David S. 1995. "Explaining US. Relations with the Third World." *Diplomatic History* 19, 3 : 525-548.
- Perrin, Jean-Claude. 1967. "Introduction générale." *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines* IV, 2: 5-6.
- Peterec, Richard J. 1963. *The Port of Abidjan: An Important Factor in the Economic Development of the Ivory Coast*. New York: Columbia University-Division of Economic Geography.
- Ragouet, Pascal, Terry Shinn, & Roland Waast. 1996. "L'ORSTOM et le CNRS: Champs scientifiques et contrastes épistémologiques." In *Les Sciences au sud : Etat des lieux*, sous la direction de Roland Waast, 301-332. Paris, ORSTOM.
- Ralph M. Parsons Co. 1964. *Hydrogeological Reconnaissance to the Republic of Ivory Coast: A Report for the United States Agency for International Development*. Los Angeles: Ralph M. Parsons Company.
- Ridler, Neil B. 1985. "Comparative Advantage as a Development Model: The Ivory Coast." *Journal of Modern African Studies* 23, 3: 407-417.
- Ruscio, Alain. 1995. *Le Credo de l'homme blanc: Regards coloniaux français, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup>*



- siècles*. Paris : Bibliothèque Complexe.
- Salem, Claude. 1974. "Pluralism in the Ivory Coast: Political Attitudes and Socialization of School Leavers in a One-Party State." Ph.D. diss., University of California at Los Angeles.
- Sautter, Gilles. 1961. "L'Etude Régionale: Réflexion sur la formule monographique en géographie humaine." *L'Homme* 1, 1: 77-89.
- Schwartz, Alfred. 1964. *Etudes en sciences humaines en Côte d'Ivoire: Essai de bibliographie*. Paris : ORSTOM.
- \_\_\_\_\_. 1971. "Tradition et changements dans la société guéré." In *Mémoire ORSTOM* 52. Paris : Editions ORSTOM.
- Sibeud, Emmanuelle. 2002. *Une science coloniale pour l'Afrique ? La construction des savoirs africanistes en France, 1878-1930*. Paris : Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.
- Smouts, Marie-Claude. 2007. *La situation postcoloniale: Les Postcolonial Studies dans le débat français*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Starn, Randolph. 2002. "Truths in the Archives." *Common Knowledge* 8, 2: 387-401.
- Technical Assistance Information Clearing House. 1961. *American Voluntary and Non-Profit Agencies in Technical Assistance Abroad: A Summary*. New York: Technical Assistance Information Clearing House.
- Trépos, Jean-Yves. 1996. *Sociologie de l'expertise*. Paris : PUF.
- Trouchaud, Jean-Pierre. 1972. "Recherche d'un cadre régional de planification en Côte d'Ivoire." In *Etudes de géographie tropicale offertes a Pierre Gourou*, 463-476. Paris: Mouton.
- Verschave, Xavier-François. *Françafrique: Le plus long scandale de la République* (Paris: Stock, 2003).
- Wallerstein, Immanuel. 1964. *The Road to Independence: Ghana and the Ivory Coast*. Paris & La Haye: Mouton & Co.
- Weinstein, Brian. 1967. "Africanization in French Africa." *Transition* 31 : 32-34.
- Zolberg, Aristide. 1964. *One-Party Government in the Ivory Coast*. Princeton: Princeton University Press.

